

Le très hon. M. Howe: Le député sait fort bien que nous ne pouvons procéder ainsi sans adopter une mesure législative appropriée. J'ai déjà donné certaines raisons pour lesquelles le Gouvernement ne croit pas devoir ajouter le lin aux céréales dont la Commission du blé organise la vente. Mon honorable ami m'accordera, je crois, que le prix du lin est, à l'heure actuelle, très satisfaisant. Je ne vois aucune raison de modifier cet état de choses.

LE MINISTÈRE DES POSTES

PETERBOROUGH—À PROPOS DU COÛT D'INSTALLATION DE L'ÉQUIPEMENT DE TÉLÉVISION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. K. Fraser (Peterborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Postes. Le prix contractuel de plus de \$50,000 prévu pour les caméras et l'équipement de télévision, leur installation et leur entretien pendant un an au bureau de poste de Peterborough, comprend-il les frais de construction de la nouvelle salle de surveillance ou d'inspection par télévision qui vient d'être aménagée à ce bureau de poste?

L'hon. Hugues Lapointe (ministre des Postes): La réponse est non. Cette partie du travail est exécutée et payée par les Travaux publics.

M. Fraser (Peterborough): Puis-je demander au ministre des Travaux publics à combien s'élèveront les frais de construction de cette salle?

L'hon. M. Lapointe: D'après les renseignements que j'ai obtenus des Travaux publics, je peux dire que c'est \$2,447.50.

LE SERVICE POSTAL

SUTHERLAND (SASK.)—DEMANDE RELATIVE À LA LIVRAISON DU COURRIER

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. R. Knight (Saskatoon): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Postes. Vu que, assez récemment, le village de Sutherland est devenu un quartier de Saskatoon et vu que les gens là-bas voudraient obtenir pour chaque citoyen de Saskatoon la distribution du courrier à domicile, j'aimerais savoir du ministre s'il a reçu une requête de ces gens et s'il en a fait l'examen? Dans le cas de l'affirmative, quelle décision a été prise à ce sujet?

L'hon. Hugues Lapointe (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, aucune requête ne m'a été signalée. Il est fort possible que

[M. McCullough (Moose-Mountain).]

les hauts fonctionnaires du ministère en aient reçu une. J'irai aux renseignements et ferai rapport à l'honorable député.

LE CABINET

AU SUJET D'UNE INVITATION AU BRIGADIER ALLARD POUR QU'IL SE JOIGNE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. George H. Hees (Broadview): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Est-ce que l'invitation du premier ministre au brigadier Allard lui proposant de devenir membre du cabinet tient toujours?

Le très hon. L.-S. St-Laurent (premier ministre): Chaque fois qu'un nouveau membre viendra s'ajouter à ceux qui font déjà partie du cabinet, une annonce en sera faite. Il y a un an environ, j'ai eu des entretiens avec mon bon ami le brigadier Allard, mais elles n'ont abouti à aucune décision.

LA DÉFENSE NATIONALE

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DE LA FOURNITURE DE MUNITIONS DE GUERRE AUX ÉTALAGES MILITAIRES PUBLICS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Claude Ellis (Regina): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de la Défense nationale, je voudrais poser une question à son adjoint parlementaire. Étant donné le tragique accident survenu hier soir à Regina, l'adjoint parlementaire pourrait-il nous dire si l'armée a coutume de fournir des munitions de guerre aux étalages militaires publics aux foires et expositions à travers le Canada?

M. Paul T. Hellyer (adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale): L'armée fait une enquête approfondie et complète sur ce malheureux accident. Je préfère m'abstenir de commentaires à ce sujet jusqu'à ce que j'aie vu le rapport.

M. Ellis: Si on se fait une coutume de fournir ainsi des munitions, l'adjoint parlementaire peut-il assurer à la Chambre que le quartier général de la Défense nationale donnera des ordres afin qu'on n'expose plus de munitions de guerre à ces étalages?

GREENWOOD (NOUVELLE-ÉCOSSE)—DÉCLARATION AU SUJET DE LA PRÉTENDUE TRANSFORMATION DU CHAUFFAGE AU CHARBON DE LA STATION DU CARC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Paul T. Hellyer (adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale): Hier, l'honorable député de Cap-Breton-Sud (M. Gillis) a demandé si des soumissions avaient